



Prs information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

SOMMAIRE :

	<u>Pages</u>
I - <u>AU FIL DES JOURS</u>	3
- Industrie - Hydrocarbures	4 à 6
- Pénétration impérialiste	6 à 9
- Les relations entre l'Algérie et la Chine	10
- Dans le monde	11
- Situation des masses	12 à 16
- Le mécontentement populaire grandit	17 à 20
II - <u>FICHE DE LECTURE</u>	21 à 31
"La construction du socialisme en Chine"	
- les cadres généraux de la planification chinoise.	
par Charles BETTELHEIM.	

Au Fil des jours...

El Moudjahid du 1er novembre 1972

Dans son discours prononcé à l'occasion du 18ème anniversaire du 1er novembre 1954, BOUMEDIENNE a dressé ^{un bilan} "positif" de la politique de "révolution industrielle, agraire, culturelle et d'édification d'un "Etat moderne".

Il annonce, en outre, que la prochaine étape exige *"une évolution du Parti et sa consolidation afin qu'il soit à même d'assumer pleinement sa mission en tant que moteur révolutionnaire efficient et dynamique. Aussi, une transformation radicale aussi bien des modes de direction que des méthodes d'action s'avère-t-elle nécessaire. Ce sera là la garantie essentielle pour que le parti se hisse au niveau des espoirs placés en lui et des objectifs que nous visons à travers notre action révolutionnaire et constructive"*.

Cette déclaration est une attaque directe contre le responsable de l'appareil du parti KAID AHMED. Elle confirme les rumeurs qui circulaient ces derniers temps sur l'éviction de ce dernier.

El Moudjahid du 2 novembre 1972

Une nouvelle réglementation concernant l'agrément des associations vient d'être décidée par le pouvoir. (Ordonnance du 3.12.71, modifiée par l'ordonnance du 7.6.72 et le décret du 27.7.72).

Selon cette nouvelle réglementation : *"Aucune association ne peut exercer ses activités sur le territoire national si elle n'a pas reçu l'agrément des pouvoirs publics. Cet agrément est donné soit par le Ministère de l'Intérieur lorsque l'association est appelée à exercer des activités s'étendant sur tout le territoire national, soit par le Wali lorsque l'activité de cette association est circonscrite aux limites de la wilaya"*.

Chaque association (y compris celles qui existent déjà) et exerçant légalement une activité doit solliciter *"l'agrément des autorités compétentes avant le 31 décembre 1972. Passé ce délai, elles sont dissoutes de plein droit et leur liquidation sera réalisée ..."*.

Voilà qui permettra au pouvoir de contrôler les associations existantes, d'empêcher la création ou de liquider toute association qui ne lui serait pas favorable.

El Moudjahid du 12-13 novembre 1972

Le journal officiel du vendredi 27 octobre 1972 publie une ordonnance du 5 octobre 1972 relative aux effets du casier judiciaire. Celui-ci ne constituera plus un "obstacle au travail".

(4.

Cette mesure est prise car un grand nombre de détenus, une fois libérés, se sont vus refuser un emploi par les Administrations, les Sociétés Nationales ou les entreprises autogérées. Cela fait dire à El Moudjahid : *"A un moment où le pays fait appel à toutes les forces vives, il paraît anormal que des bras généralement en force de produire soient, au prix d'un malentendu ou d'une fausse interprétation des textes, systématiquement écartés"*.

Cette nouvelle ne manquera pas de réjouir tous ceux qui, profitant d'une fonction dans les Administrations ou les Sociétés Nationales, ont détourné ou volé. Non seulement, ils sont blanchis, mais ils peuvent reprendre leur poste.

INDUSTRIE - HYDROCARBURES

El Moudjahid du 5-6 novembre 1972

La SONAREM a signé le 4 novembre 1972 un contrat avec l'ECOTEC pour la construction d'un laboratoire d'analyses et de recherches minières à Tamanrasset.

"La construction de ce laboratoire dans la région du Hoggar avait été décidée après les découvertes prometteuses dans cette région du sud du pays, d'une variété importante de métaux rares et précieux (wolfram, molybdène, étain, uranium, or, platine, diamant)."

Cet intérêt ne se limite pas uniquement au Sahara puisque la construction d'un laboratoire central à Boumerdès et de deux laboratoires régionaux, l'un à Oran et l'autre à Constantine est aussi envisagée.

En 1975 (date prévue pour la fin des travaux de construction) la SONAREM sera ainsi dotée d'un instrument de plus pour accélérer le pillage des ressources du sous-sol de notre pays, car actuellement : *"le coût très élevé des analyses faites à l'étranger, le temps considérable apporté à leur exécution, les difficultés d'acheminement du matériel et des produits chimiques nécessaires entre l'Algérie et le Hoggar, le retard dans l'exploitation par les géologues sur le terrain des résultats des analyses, gênent le dynamisme de la recherche dans cette région difficile et lointaine du territoire."*

El Moudjahid souligne que pour l'équipement du laboratoire il sera fait appel aux *"techniques les plus avancées d'analyses chimiques et de technologie du traitement"*.

Ce choix apparaît clairement au niveau des emplois qui seront créés : 120 dont 18 ingénieurs et 48 techniciens-laborantins.

En plus de son rôle d'instrument de pillage, la SONAREM est aussi un moyen pour la pénétration du social impérialisme en Algérie.

En effet, une délégation soviétique conduite par YARMOLIOUK, vice-ministre de la géologie est arrivée en Algérie le 11 novembre 1972 pour examiner *"les problèmes de coopération dans le domaine des recherches géologiques et minières"* (El Moudjahid du 22.11.72). Elle a visité, au Hoggar, du 16 au 20 novembre les chantiers SONAREM d'In Ebbegue, de Tamanrasset, Tin Felk et Tin Amzi.

Cette visite s'est terminée par la signature le 22 novembre, au siège de la SONAREM *"d'un protocole portant sur le développement des différentes opérations de recherches géologiques et minières qu'entreprend la SONAREM aussi bien dans le nord du pays qu'au Hoggar en collaboration avec des équipes d'experts soviétiques"*. (El Moudjahid du 23.11.72).

Jeune Afrique du 4 novembre 1972

Selon ce journal, *"la SONATRACH étudie la possibilité de poser un gazoduc reliant l'Algérie à la Sicile et à l'Italie, en passant par le Cap Bon tunisien."*

Des travaux de reconnaissance maritime auraient été effectués entre septembre et décembre 1970. Le gazoduc *"permettrait d'accroître l'exportation du gaz naturel algérien en Europe"*.

El Moudjahid du 8 novembre 1972

"Le terminal méthanier de Fos dans les Bouches-du-Rhône (France) qui va recevoir du gaz algérien a été inauguré par M. Jean Charbonnel ministre français du développement industriel et scientifique. La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités dont Mohamed BEDJAOUI notre ambassadeur en France."

Selon El Moudjahid, M. CHARBONNEL a déclaré : *"Le gaz de SKIKDA dont nous espérons l'arrivée prochaine complètera donc très utilement notre approvisionnement en couvrant de 15 à 20 % de nos besoins de gaz naturel."* En outre, *"Bien des possibilités existent encore dans le domaine du gaz, que nous pouvons explorer ensemble, notamment dans le cadre de cet accord européen dont le principe est maintenant je crois acquis."*

Rappelons que l'accord prévoit la fourniture de 3,5 milliards de mètres cubes de gaz liquéfié par an pendant 25 ans. Le transport sera assuré, entre SKIKDA et Fos par deux méthaniers : le Hassi R'Mel et Le Tellier.

Liquéfié en Algérie, le gaz arrivera à une température de - 160 degrés à Fos où il sera ramené à l'état gazeux. Pendant cette dernière opération, les frigorifiques (froid) qu' *"il a fallu acheter fort cher lors de la liquéfaction"* (Le Figaro du 6.11.72) sont récupérées et utilisées par des usines annexes installées à Fos.

El Moudjahid du 15 novembre 1972

La C.N.A.N. (Compagnie NAtionale de Navigation) compte acquérir sept méthaniers de 125 000 mètres cubes chacun pour participer au transport du gaz liquéfié vers les Etats-Unis et l'Europe. Cet achat représentera un investissement d'environ 3 milliards de dinars.

Cependant, même si le transport de gaz liquéfié est considéré ^{par le pouvoir} comme une *"opération génératrice de richesses considérables très appréciables"* il faut noter que la C.N.A.N. assurera le transport d'une partie seulement du gaz et qu'actuellement, elle ne dispose que d'un seul méthanier : le Hassi R'Mel.

(6.

El Moudjahid du 16 novembre 1972

Pour faciliter l'exportation du pétrole et du gaz, "un siphon pour l'évacuation des hydrocarbures vers les postes de chargement portuaires sera immergé prochainement à Arzew... Ces postes remplaceront les sealines (tuyaux) pour charger les pétroliers dans la rade d'Arzew et qui posaient des problèmes en période de mauvais temps."

En outre, d'autres "réalisations" de la SONATRACH et des Travaux publics sont prévues dans ce port. Celui-ci sera "complété par les installations actuelles de chargement de gaz naturel liquéfié de la CAMEL et par celles du complexe d'ammoniac et d'engrais azotés auxquelles s'ajouteront deux autres postes S1 et S2 à l'utilisation de la raffinerie et du G.P.L. condensat."

PENETRATION IMPERIALISTE

El Moudjahid du 16 novembre 1972

- Air Algérie a réceptionné le 15.11.72 un boeing 737-200 dont la commande a été passée le 14 mars 1972, ce qui portera l'effectif de la Compagnie à :

- 2 BOEING 727 "Newlook" acquis en 1971
- 2 BOEING 737, convertibles (frêt ou passagers)
- 4 CARAVELLES
- 4 CONVAIR
- 5 NORD 262 récupérés sur la S.T.A. en mai dernier.

D'autre part, 2 BOEING 737-200 ont été commandés en septembre et seront livrés dans le courant de l'année 1973.

Enfin, le deuxième plan quadriennal prévoit l'acquisition d'un BOEING 727 et de 2 BOEING 737.

Voilà qui fera l'affaire de la firme américaine BOEING et contribuera à alimenter ses carnets de commandes.

o o o

Une délégation algérienne a assisté à Florence à la conférence mondiale sur l'Informatique organisée par le Bureau International pour l'Informatique et l'UNESCO.

Au cours de cette conférence "les réalisations algériennes ont été portées à la connaissance des participants à travers la communication du commissaire national M. BOUARFA, membre du comité d'honneur de la conférence ...

L'expérience de l'Algérie, pays ouvert au développement et aux techniques modernes est, en ce sens, suivie attentivement par les organismes internationaux ...".

./.

On comprend parfaitement cet intérêt quand on sait que ces organismes sont dominés par des impérialistes cherchant à écouler leurs ordinateurs.

Au terme de la Conférence, le conseil d'administration du Bureau International de l'Informatique a chargé son directeur d'entreprendre des négociations avec les autorités algériennes en vue de créer un centre international pour l'informatique.

"Ce centre serait chargé de la formation des spécialistes africains et arabes et de la préparation des cadres pour la gestion moderne des entreprises et des services publics..."

Si ce centre est réalisé, il contribuera par "cette formation de spécialistes à la pénétration impérialiste dans les pays arabes et africains.

El Moudjahid du 22 novembre 1972

Une délégation du Ministère d'Etat chargé des Transports a quitté Alger pour Moscou le 20 novembre 1972. Elle doit avoir des discussions avec les Russes sur l'organisation du trafic maritime entre les deux pays, en vue d'aboutir à un accord.

Parmi les accords déjà conclus, El Moudjahid cite celui qui lie l'Algérie à la France d'une part (renouvelé en 1971) et, d'autre part, à la R.D.A. (juillet 1972).

"Pour ces deux accords l'armement algérien participe pour moitié au transport des frêts engendrés par les échanges de l'Algérie avec chacun de ses partenaires."

El Moudjahid du 24 novembre 1972

Une mission commerciale hongroise, conduite par VEKONY Lajos, (directeur général de la direction de l'industrie métallique et mécanique au Ministère du Commerce Extérieur roumain) a rencontré au siège de l'ONAFEX (Office National des Foires et Expositions) le directeur du commerce extérieur et le directeur-général de l'Office des Foires.

Au cours de son séjour, cette mission aura une série de contacts avec différents responsables de sociétés nationales afin *"d'étudier avec eux les possibilités de placement en Algérie des produits de l'industrie hongroise et prendre connaissance des produits algériens susceptibles d'intéresser l'économie hongroise."*

El Moudjahid du 25 novembre 1972

Un contrat pour l'acquisition par la S.N.C.F.A. d'un second lot de 25 locomotives diesel électriques a été signé à Constantine par HADJ YALA, (président du conseil d'administration de la S.N.C.F.A. et Wali de Constantine) et ROSE, directeur-général de la GENERAL MOTORS.

Ces locomotives seront livrées en mai 1973. Le précédent contrat signé le 31.8.70 portait sur 29 locomotives Diesel de 3300 CV. Celles-ci ont été livrées en 1971.

(8.

Selon El Moudjahid : *"prenant la parole ... M. ROSE a exprimé sa satisfaction de ce contrat."* Et comment pourrait-il en être autrement !

o O o

Un protocole d'accord déterminant le volume de la coopération entre l'Algérie et l'U.R.S.S. dans le domaine de la formation professionnelle a été signé le 24.11.72 au terme des travaux de la commission mixte algéro-soviétique.

La commission a en outre *"examiné les possibilités de créer de nouveaux projets d'établissements spécialisés pour assurer la formation des cadres algériens"*

El Moudjahid du 28 novembre 1972

Une mission de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Londres composée de représentants de différents secteurs de l'industrie et des finances de la Grande-Bretagne séjournera en Algérie jusqu'au 2 décembre 1972. Durant son séjour, elle *"établira des contacts, mènera des discussions et entreprendra une prospection de nos marchés."*

L'Algérie importe de ce pays des produits des industries métallurgiques, mécaniques et électriques. Elle exporte à destination de la Grande-Bretagne des produits agricoles, notamment des légumes et des vins.

L'examen des échanges entre 1968 et 1971 fait apparaître une augmentation des importations algériennes et une baisse des exportations.

	<u>1968</u>	<u>1971</u>
Exportations algériennes	193 millions de DA	150 millions de DA
Importations algériennes	70 millions de DA	331 millions de DA

o O o

Au cours du mois de novembre 1972, de nombreux avis d'appels d'offres internationaux ont été lancés par des sociétés nationales à travers la presse.

Ainsi, la SONAREM en a lancé trois :

* le 2.11.72 : pour la fourniture de 29 sondeuses de différents types avec pièces de rechange et du matériel de sondage ;

* le 28.11.72 : pour la fourniture de câbles d'acier, pneumatiques, flexibles, bandes transporteuses, explosifs, réactifs, produits de laboratoire ...

* le 29.11.72 : pour la conception, la réalisation, la fourniture d'équipements et la mise en route d'une unité de traitement de baryte en deux établissements. (L'une à Affesoun et l'autre à Tizi-Ouzou).

./.

La SOCIETE NATIONALE DES CORPS GRAS (S.N.C.G.) en a lancé deux :

* le 7.11.72 : pour moderniser son unité de production numéro 5 à Alger par la fourniture et la réalisation d'une installation d'acidification de pâtes.

* le 9.11.72 : pour moderniser son unité de production n° 4 située à Annaba par la fourniture d'une installation de raffinage d'huiles et graisses végétales.

L'OFFICE NATIONAL DES PORTS (Port d'Oran)

Le 2.11.72 : pour le renouvellement total des installations mécaniques du silo du Port d'Oran.

L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME (ONAT)

Le 4.11.72 : pour équipements en vue de l'extension de TIPAZA plage, (cuisines, linge, matériel et mobilier administratif, ameublement, matériel d'entretien ...).

La S.N. SEMPAC

Le 7.11.72 : pour la fourniture de l'ensemble des équipements, leur montage et leur branchement, la formation professionnelle du personnel algérien et le service d'assistance technique à l'exploitation d'une unité nouvelle groupant une minoterie et une semoulerie, dans la zone industrielle de Saïda.

LE SECRETARIAT D'ETAT A L'HYDRAULIQUE

Le 16.11.72 : pour l'exécution de forages, de reconnaissances géologiques et géotechniques sur le site du barrage projeté sur l'Oued Isser.

La Société Nationale des EAUX MINERALES

Le 25.11.72 : pour la fourniture et la mise en service d'appareillage, dans le cadre de la modernisation de ses usines d'embouteillage de Mouzaïa, Saïda, Ben Haroun.

La S.N.M.C.

Le 25.11.72 : dans le cadre de la réalisation de la cimenterie de Meftah pour des travaux d'électricité de l'usine et le montage des équipements.

La Société Nationale des LIEGES

Le 28.11.72 : pour la fourniture, le montage et la mise en service du matériel nécessaire aux différents ateliers de la future unité de liège à construire à Jijel.

SOCIETE DU DJEBEL ONK

Le 29.11.72 : pour l'étude, la fourniture, le montage et la mise en route d'un portique de chargement de navires minéraliers au port de Annaba.

Ces avis d'appels d'offres montrent encore une fois que les sociétés "nationales" ouvrent largement notre pays à la pénétration de l'impérialisme.

(10.

- LES RELATIONS ENTRE L'ALGERIE ET LA CHINE -

El Moudjahid du 7.11.72.

et la République Populaire de Chine et un document relatif à l'application d'un accord sur la coopération économique et technique entre les deux pays ont été signés par LAYACHI YAKER ministre du commerce et PAI SIANG KOUO ministre du commerce chinois.

El Moudjahid du 18.11.72.

Une délégation de banquiers de la République Populaire de Chine, invitée par le ministère des finances, séjourne en Algérie. Selon El Moudjahid, *"ce séjour s'inscrit dans le cadre d'une meilleure collaboration recherchée de part et d'autre et basée sur l'intérêt réciproque des deux parties."*

Il rappelle que deux prêts ont été accordés par les Chinois à l'Algérie depuis l'indépendance:

- le premier estimé à 250 millions de DA, sans intérêt réparti sur une période de 20 ans, remboursable à compter de l'année prochaine et dont le terme des échéances est fixé à 1992.

- le deuxième a été consenti, mais reste encore inutilisé.

o o o

Le jeudi 17 novembre, le directeur de l'hydraulique de la wilaya des Aurès a inauguré à RENILIA le premier forage d'eau de la plaine de Kaïs (Kenchela). Celui-ci a été réalisé par une mission chinoise.

Le programme, dans la plaine de Kaïs, comporte 18 à 20 forages.

o o o

El Moudjahid du 16.11.72.

Un accord d'une durée de deux ans prévoyant l'envoi par la Corée du Nord d'une mission médicale de 21 membres à l'Algérie, a été signé le 15 novembre 1972 par le ministre algérien de la Santé publique et l'ambassadeur coréen à Alger.

Signalons qu'une équipe médicale coréenne de 13 membres exerce depuis 1970 dans la région de Telagh (Oran).

o o o

./.

DANS LE MONDERESISTANCE PALESTINIENNE

Le 29 octobre 1972 un commando de résistants palestiniens a détourné un avion d'une compagnie de la R.F.A. et a réussi à exiger la libération des membres du commando palestinien de Munich.

Le gouvernement allemand et le gouvernement Yougoslave^{ly} ont dû se plier à ces exigences devant la résolution des révolutionnaires palestiniens.

Les membres du commando de Munich ont apporté des témoignages sur les mauvais traitements qu'ils ont subis dans les prisons allemandes.

EGYPTE

Le 31 octobre 1972, le général SADEK réputé anti-soviétique, ~~est~~^{est} arrêté et mis en résidence surveillée après avoir été démis de ses fonctions. A cette occasion, SADATE se retourne vers les Soviétiques qu'il stigmatisait la veille encore et lance un sévère reproche et un appel à la discipline aux militaires égyptiens, par la voie du ministre de la guerre Ismaïl SEDKI.

Des tracts ont fait leur apparition sur les murs du Caire attaquant le nouveau rapprochement soviéto-égyptien.

JORDANIE

Le 13 novembre 1972, le roi HUSSEIN a échappé à un attentat dont les promoteurs seraient des officiers de la rive "est" du Jourdain, "traditionnellement acquis au monarque".

Cet attentat fait suite à la proposition du roi de signer la paix avec Israël et d'installer un Etat palestinien en Cisjordanie.

SITUATION DES MASSESEl Moudjahid du 14.11.72.

L'explosion d'une mine "anti-personel" dans la région de MARSET-BEN-M'HIDI (Tlemcen) a donné la mort à un père de famille. Ceci oblige El Moudjahid à reconnaître l'existence, plus de dix ans après l'indépendance, de nombreuses zones dangereuses qui *"demeurent toujours parsemées d'explosifs enfouis par l'armée coloniale."*

El Moudjahid du 8.11.72.

On relève dans El Moudjahid que deux bandes de "malfaiteurs" ont été démantelées. La première à KOLEA. Cette région *"après une accalmie d'une certaine durée ... a perdu toute sa tranquillité."* (El Moudjahid du 17.11.72).

La deuxième composée de cinq membres, auteurs de nombreuses attaques de pompes à essence, d'agressions à main armée, de vols de véhicules et de cambriolages, a été arrêtée dans la région de Constantine. Lors de l'arrestation, la police a saisi plusieurs armes blanches et deux pistolets.

A l'occasion de ces arrestations, la presse présente les policiers et les gendarmes comme des "défenseurs" de la *"tranquillité de la population."*

En fait, des bandes organisées sont de plus en plus nombreuses dans notre pays. Ceci traduit l'aggravation de la situation des masses. Nombreux sont les jeunes, sans travail et sans perspectives pour qui le vol, les attaques à main armée et les cambriolages sont un recours pour sortir de leur situation.

El Djeich de novembre 1972

Face au développement de la prostitution à Alger, El Djeich écrit : *"la prostitution atteint son paroxysme dans la capitale. Le phénomène est devenu trop grand, monstrueux, et spectaculaire ... Le danger est partout. Dans le bus, dans la rue, au bureau ou même à l'université. Depuis quelques années, tout se passe à la lumière du jour, sans crainte."*

Il reconnaît que ce phénomène *"est soutenu par la multiplication de boîtes de nuit, de dancings et cabarets, très nombreux ces derniers temps et dont les portes sont largement ouvertes aux plus jeunes gens et filles."*

La prostitution touche des jeunes filles de 15 à 20 ans dont la majorité sont, selon El Djeich, originaires de l'intérieur du pays, mais aussi des veuves, des divorcées, des mères de famille qui *"lorsqu'elles ont un emploi c'est à l'hôpital, au magasin ou dans un ménage"* sont *"l'unique soutien de famille."*

Pour justifier cette situation, il affirme *"que sous une forme ou une autre, la prostitution a existé de tout temps et n'a épargné aucune société."*

Dans notre pays, la cause serait due à des jeunes *"adeptes de la morale européenne."*

Ainsi, il tente de masquer la véritable cause de la prostitution qui est l'exploitation capitaliste qui livre le peuple à la misère, les jeunes filles, les femmes et les mères de famille à la merci de bourgeois corrompus.

TEMOIGNAGE SUR LA SITUATION AU PAYS

Ce que l'on peut dire tout de suite, c'est que la situation dans notre pays s'est beaucoup aggravée entre l'été dernier et cet hiver. Nous l'avons constaté à l'occasion du voyage que nous venons d'accomplir.

En arrivant à Alger, les recommandations des parents et amis portent essentiellement sur la prudence, car le banditisme s'est beaucoup développé. Très souvent, dans les rues, aussi bien le jour que la nuit, les gens sont attaqués et dévalisés. Dans les bus, les habits d'apparence neuve sont déchirés, les anses des sacs à main sont sectionnés, les bijoux sont violemment arrachés du cou aussi bien que des oreilles des femmes. Il y a aussi le vol sous toutes ses formes dans les marchés, les maisons, etc ... Aujourd'hui, les attaques à main armée sont devenues chose courante. A Constantine, le caissier de la pharmacie Smati sise rue Didouche Mourad, en plein centre de la ville a été assassiné à 19 heures et la caisse a été emportée. On nous a informé que les attaques contre les policiers et les gendarmes se multiplient de même que les attaques contre les stations d'essence. Le banditisme se développe surtout chez les jeunes.

Un magistrat nous a rapporté le fait suivant : *"Un jeune homme de 16 ans qui venait de sortir de maison de redressement a retrouvé ses parents dans une grande misère. Il se présente alors chez un boucher, lui commande de la viande en le menaçant avec un couteau. Après quoi, il se présente encore chez un épicier et se fait servir de la même façon. La police ayant été avertie le prit en flagrant délit et le présenta aussitôt au tribunal."*

A Alger, les commerçants qui se ravitaillent très tôt le matin aux halles sont régulièrement attaqués. Aussi ont-ils exigé de la wilaya un service de protection. Face au refus des autorités, ils ont déclenché une grève générale qui a suivi celle de la R.S.T.A. (deux jours plus tard.)

L'insécurité est générale et particulièrement dans les grandes villes où la population est très nombreuse et agressive. Les rues sont littéralement encombrées de gens désœuvrés, de mendiants, de cireurs, de revendeurs, et surtout de jeunes garçons (entre 12 et 17 ans). Il y a davantage de revendeurs de bonbons, de choses diverses, et même des tas de morceaux de galette et de pain rassi.

La majeure partie des mendiants est constituée d'Algériens jeunes en âge et en force de travailler. Il y a de plus en plus de femmes qui mendient, de vieux et un nombre considérable d'infirmités et de fous. Il y a aussi davantage de prostituées de plus en plus jeunes. A Constantine, le démarrage de l'usine de la SONACOME a fait appel à beaucoup d'Allemands. Un administratif nous a confié que ces Allemands avaient exigé de la société d'être bien logés et d'avoir des femmes de ménages jeunes, devant obligatoirement passer la nuit dans l'appartement, lorsqu'elles sont au service de "coopérants" célibataires.

Les habitants de la Cité Abbas et du quartier de Sidi Mabrouk sont très mécontents, car la wilaya y a installé des Allemands de la SONACOME et ils y occupent les logements qui viennent d'être achevés, tandis qu'à la cité Abbas se trouvent parqués depuis près d'une année les sinistrés de l'ancienne cité Sabatier (où avait eu lieu le glissement de terrain). Ces sinistrés vivent toujours sous les tentes. Nous avons demandé s'il y avait un manque de logements. Il nous a été répondu que les logements ne manquaient pas, étant donné qu'il y avait beaucoup de constructions, mais que l'Etat refusait de loger les personnes insolvables. A Alger, la C.N.E.P. a fait construire un grand nombre de logements de fonction en dehors de la ville et les destine, en priorité à ses épargnants.

Cependant, nous avons visité un bidonville à El Harrach. L'étudiant qui nous y a accompagné nous a affirmé que le terrain est loué par l'Etat à raison de 30 DA le mètre carré par an à un particulier. Ce dernier refait l'opération sur le dos des habitants du bidonville en leur imposant en plus de s'approvisionner chez lui en matériel, tôles et planches qui servent à monter les baraques. Partout dans le pays les bidonvilles se sont multipliés et la majorité d'entre eux sont officiellement déclarés en zone dangereuse : foyers d'épidémies.

En ce qui concerne la santé, un médecin que nous avons vu nous a affirmé que sévit un regain de tuberculose et de poliomyélite. A l'hôpital d'El Kettar, dans les environs d'Alger, les cas de polio sont passés de 60 à 1400 par an. Actuellement, l'Etat lance une campagne de vaccination contre la polio. D'autre part, nous a-t-on affirmé, aux maladies dûes à la sous-alimentation s'ajoutent celles dûes aux troubles nerveux.

A Ghardaïa, un médecin fait payer les malades 25 DA (au lieu de 15 DA) la simple visite en faisant systématiquement aux malades piqûres et radioscopie. Dans cette même ville, un remplacement de 15 jours a rapporté 2 millions à un jeune médecin. Les étudiants nouvellement médecins, doivent s'installer obligatoirement hors d'Alger "dans une zone déshéritée" de leur choix. A Skikda, un autre médecin ausculte ses malades à l'aide d'un aspirateur. A Constantine, un employé nous a confié que beaucoup de malades meurent. Souvent, des femmes, nous a-t-il dit, meurent sur la table d'opération parce que leur accouchement nécessitait une césarienne, alors que les médecins n'étaient pas là. Cette même personne attribuait le relâchement dans les services de l'hôpital à un mécontentement général. Nous sommes mal payés, nos traitements n'ont pas augmenté depuis longtemps alors que le coût de la vie n'a pas cessé de s'élever. De plus, l'Etat prélève directement sur nos salaires de l'argent pour la révolution agraire. Nous sommes mécontents, nous répondons à cette situation par la passivité et nous savons hélas que ce sont les malades qui en souffrent le plus. Nous essayons de revendiquer, mais nous sommes isolés. Il y a moins d'un mois nos confrères de l'hôpital d'Oran s'étaient mis en grève et nous n'avons rien su, a-t-il rajouté. La situation sanitaire du pays ne cesse de s'aggraver d'autant plus que les pénuries se multiplient et se diversifient. Les produits de base sont rares, comme le sucre, le lait, le beurre. Le kilo de viande coûte 18 à 19 DA en boucherie et 8,50 DA sur pied. Sur le marché, les légumes sont chers : pommes-de-terre 0,80 à 0,90 DA le kilo, les petits-pois 3,50 à 4 DA, les tomates du sud 3,50 à 4 DA, l'oeuf 0,40 DA pièce, les bananes 3 DA le kilo, les oranges et les mandarines 1 DA.

On assiste également à des pénuries subites de lessive, d'eau minérale. Plus régulières encore sont maintenant les pénuries de gaz butane, de pétrole et de mazout, particulièrement à l'intérieur du pays. Il est devenu habituel de voir circuler des gens avec une bouteille de gaz vide sur l'épaule ou sur des charrettes à roulement et faire du porte-à-porte aux magasins. De même, on voit très souvent des chaînes interminables de femmes et d'enfants devant les stations d'essence, réclamant du mazout et du pétrole.

Le pouvoir encourage en même temps la délation et le mouchardage. Il y a beaucoup de corruption et de détournements de fonds. Une des dernières trouvailles des administrations est d'embaucher à titre d'essai et à traitement réduit pendant une période allant de trois à six mois. Le plus souvent, la personne engagée à titre d'essai est mise à la porte pour être remplacée avant que la période d'essai soit terminée. C'est aussi le cas pour les ouvriers des sociétés nationales. Ils sont licenciés au bout de quelques jours de travail sous prétexte de non rentabilité.

Les employés et fonctionnaires sont constamment et directement sollicités pour faire des rapports écrits ou oraux à leurs supérieurs sur ce qui "porterait ou risquerait de porter atteinte à la sécurité et au développement du pays". Cette tâche de "flics" est présentée comme un acte de patriotisme.

Cette atmosphère de surveillance se retrouve particulièrement dans le milieu universitaire où chaque université emploie un grand nombre d'agents, de plantons qui empêchent les étudiants de se regrouper dans les couloirs ou les salles de cours. A Constantine, le recteur a placardé des affiches interdisant aux étudiants de stationner dans les locaux universitaires en dehors des heures de cours. De même, il a mis en place différentes commissions administratives paritaires pour encadrer et contrôler les enseignants et les étudiants.

A Alger, une assistante nous a dit qu'il y avait près de soixante contrôles et examens par trimestre. Les étudiants ne pensent plus qu'à leurs examens. Ils sont abrutis et assomés de travail. Il n'ont plus le temps de se retrouver pour discuter. Après les cours, la plupart rentre chez eux aussitôt ou travaillent en cités. Celles-ci sont elles-mêmes soumises à une continuelle surveillance. Beaucoup d'étudiants s'adonnent à la boisson. Parmi ceux qui ont participé au volontariat de la révolution agraire, certains nous ont fait part de leurs réflexions.

Un étudiant qui a participé au volontariat dans la région de Saïda nous a expliqué que le pouvoir les avait chargés non seulement d'expliquer la révolution agraire, mais surtout de convaincre les populations nomades des bienfaits de la sédentarisation. Il a rapporté que ces derniers étaient hostiles à ce projet qui devait aboutir à leur contrôle et leur imposition. Il nous a même rajouté que la construction des écoles était ressentie par eux comme une prise en otage de leurs enfants, plus qu'un souci d'instruction. Nous avons feuilleté son carnet de voyage et nous avons remarqué que ses observations portaient davantage sur des données ethnologiques que sur l'objet de sa mission. Il nous a alors avoué qu'il avait refusé de se prêter à la démagogie en ayant vu la situation réelle et les problèmes concrets qui se posent au peuple.

Un enquêteur de la révolution agraire nous a précisé que des paysans de la région de Bouïra et de Palestro auraient restitué leurs titres d'attribution. Au Khroub, les cultivateurs auraient refusé de labourer leurs champs de peur qu'ils ne soient nationalisés. Face à cette situation, le wali de Constantine dut leur donner des garanties avant de passer à des menaces de confiscation. A Oued Zenati, un gros propriétaire dut donner 2 hectares et demi pour avoir son passeport et l'autorisation d'accomplir le pèlerinage à la Mecque. La presse multiplia le chiffre du don par cent afin d'inciter les gens à faire de même.

A Aïn-Beïda, un gros propriétaire ex-conseiller général et allié de la colonisation eut la surprise d'apprendre un matin qu'il venait de donner près de 600 hectares. Il s'embarqua aussitôt pour Alger afin de se faire restituer ce don "involontaire".

Quand on questionne les gens sur la révolution agraire, on a deux sortes de réponses :

- la révolution agraire est perçue à travers des faits, des anecdotes, des témoignages, tout cela sans aucune analyse. Les gens disent leur mécontentement, leur indifférence, ou leur espoir. Les gens mécontents rapportent généralement des témoignages et des noms. Ils montrent leur mécontentement par des propos amers et pleins de désillusion sur le pouvoir et sa politique. Ils évoquent en guise de preuve la subite disparition du tapage fait autour du Plan quadriennal. Ils approuvent toutes les idées qui se manifestent contre la politique du pouvoir.

- Parmi ceux qui ne sont pas contre, nous avons entendu dire par certains qu'ils étaient indifférents à cette campagne : *"Si elle réussit tant mieux ; mais si elle échoue tant pis !"*.

Dans la petite-bourgeoisie, les discussions sur la révolution agraire ne dépassent pas le niveau du "pour et du contre" . Il n'y a que la bourgeoisie d'Etat et la petite-bourgeoisie qui en font leur sujet favori et l'objet de leurs préoccupations.

Le pouvoir fait tout pour diviser le peuple et il développe tous les moyens pour l'abrutir. A la télévision, nous avons vu en trois jours quatre rencontres de football.

Les gens âgés, même parmi les moins aisés, parlent de partir en pèlerinage à la Mecque. Les plus jeunes rêvent d'aller en Europe pour travailler ou échapper "à cet enfer".

Avant de terminer cet aperçu sur la situation au pays, nous notons quelques informations de sources sûres :

- la grève de la R.S.T.A., nous a-t-on dit, s'est soldée par un échec et l'arrestation d'une trentaine de syndicalistes. Ceux-ci ont disparu et personne ne les a revus.

- Nous avons appris que dans les P.T.T. un large mouvement de mécontentement a abouti à une grève des opératrices. Elle aurait suivi de très près celle des commerçants.

- On parle également de l'éviction de KAID AHMED et de l'arrestation du Colonel BENCHERIF. Ce dernier aurait concentré dans un "ranch" personnel, près de Djelfa, du matériel d'artillerie lourde de la gendarmerie.

Enfin, nous avons eu des discussions avec des jeunes et des syndicalistes qui posent le problème du changement de la situation et déplorent le manque de documents de travail et d'analyses.

o O o

LE MECONTENTEMENT POPULAIRE GRANDIT ...

Le peuple mécontent n'accepte plus sa situation. De nombreuses lettres parviennent quotidiennement à El Moudjahid qui est bien obligé de les publier. Elles exposent les problèmes auxquels est confrontée la population et dénoncent souvent les responsables locaux et les carences de l'Administration.

Nous avons relevé les plus significatives parues pendant le mois de novembre 1972.

La situation dans les communes

I.B. Moussa de Souk El Tenine (Sétif) écrit pour "soulever un problème épineux à propos de l'opération autoconstruction dans la commune de Souk El Tenine (Sétif). Les seuls bénéficiaires sont uniquement ceux qui ont des connaissances et des appuis dans les services de la mairie.

En écrivant cette lettre, je ne fais que dénoncer ces agissements et j'espère attirer l'attention des autorités concernées et particulièrement celle du Wali de Sétif afin que prenne fin cette situation." (El Moudjahid du 7.11.72).

Un groupe d'habitants de la cité "deux bassins" de Tablat (Titteri) :

"Nous avons demandé l'intervention du président de l'A.P.C. pour le réaménagement de la cité construite avec des briques de parpaings pour la toiture, mais en vain ... Un jour, on se retrouvera sans abri et nombreux d'entre nous seront des victimes d'un effondrement...

Nous avons aussi écrit une lettre à l'A.P.C. lui demandant l'alimentation en eau potable, mais rien n'a été fait jusque là." (El Moudjahid du 10.11.72).

M. YOUSEF, village Aït Boucherette (Sétif) :

"Déjà cinq mois se sont écoulés depuis que j'ai soulevé un problème très épineux touchant la population du douar Aït Boucherette ... à savoir : le manque d'eau, électricité et d'une piste. Mais, hélas, rien n'a été fait ; ni projeté, même pas la piste à laquelle on tenait beaucoup, car cette dernière nous sera d'une grande utilité." (El Moudjahid du 8.11.72.)

M. DERMOUCHE S. Ouled Lalam (Lakhdaria) :

"Ce douar se trouve dépourvu de moyens de locomotion, car la route reliant ce dernier au chef-lieu de commune et qui est empruntée aussi par les habitants des douars de Beni Haled, Béni Fouda, Boumalah, Ouled Aïssa, Kerfala, Ouled Assem et Sidi Abdelkader, se trouve actuellement impraticable.

Parfois, on est obligé de faire 8 km à pied pour aller au marché ou bien payer 15 DA au chauffeurs de taxi. Ceux-ci refusent souvent de faire le trajet à cause de l'état défectueux de cette route.

Ce douar possède une école de trois classes, mais celle-ci est déserte (pas d'enseignant)." (El Moudjahid du 15.11.72.)

Un groupe de jeunes de FOUKA (Alger) :

Dans la commune de Fouka "le travail de la terre est ... l'activité principale de la population, qui, il faut le dire, vit dans des conditions difficiles. En effet, plus de 70 % de la population habitent des gourbis (absence d'hygiène, d'eau, d'électricité). (El Moudjahid du 19-20.11.72.)

(18.

M. CHABANE Abdelkader de Theniet El Had (El Asnam) :

"Theniet El Had est une petite ville qui compte près de 12 000 habitants, tous les citoyens de cette ville souffrent du manque d'eau pendant la période d'été, en particulier ceux de la cité "concorde" (300 habitants).

Du mois de mai jusqu'à présent, nous n'avons eu aucune goutte d'eau. Chaque jour nous devons aller chercher de l'eau dans une fontaine située à 400 m. de chez nous. En plus de cela, nous devons payer 21 DA chaque trimestre à la SONADE.

Les routes sont toutes défectueuses, l'éclairage laisse à désirer, il n'y a que trois poteaux électriques qui sont en bon état dans cette cité. La nuit, nous devons nous munir de torches pour nous rendre en ville.

D'autre part, il y a un oued qui sépare la cité de la ville. Chaque hiver, les eaux envahissent les rues. Pour traverser cet oued il faudra se servir de planches ..."

A la suite de cette lettre, El Moudjahid répond : "Comme vous devez le savoir, la wilaya d'El Asnam vient de bénéficier d'un programme spécial de développement ...

Ainsi, de nombreux problèmes seront résolus. Votre wilaya changera de visage sans aucun doute dans un proche avenir." (El Moudjahid du 26-27.11.72)

CARENCE DES ADMINISTRATIONS

M. MAROUFI Salah de Beni Thour (Oasis) :

"La commune de Ouargla chef lieu de la wilaya des Oasis qui compte 600 000 habitants environ, ne possède qu'un seul bureau divisé en trois guichets chargés de la délivrance des pièces d'Etat civil ainsi que de l'enregistrement des naissances et décès.

Le problème capital qui se pose est que toute la ville et les gens qui habitent à Rouissat, Mekhadma, N'Gouga, Saïd Otba sont obligés de se déplacer jusqu'à la ville et de perdre toute une journée complète." (El Moudjahid du 22.11.72).

Un groupe d'émigrés de la commune de Sidi M'Hamed Benaouda (Relizane) se plaignent de la mauvaise distribution du courrier dans leur commune :

"Nous envoyons chaque semaine des lettres à nos parents. Celles-ci restent malheureusement une quinzaine de jours pour être distribuées sans savoir pourquoi. Peut être que cette commune est dépourvue de facteur ?" (El Moudjahid du 24.11.72).

M. ABBA Amor de Birmandreis (Alger) :

"J'ai envoyé un mandat télégraphique d'Alger à Azazga dans l'espoir qu'il serait entre les mains du bénéficiaire dans les deux heures qui suivent.

Malheureusement, j'ai appris plus tard que ce mandat était resté dix jours à la poste (du 31.10 au 9.11.72)." (El Moudjahid du 25.11.72).

ENSEIGNEMENT

Témoignage d'un enseignant : BENZEMMAMOUCHE Ali de Mila (Constantine) :

"Je suis enseignant à l'école mixte de Beinen. Mais, il se trouve que cette école est un théâtre de vandalisme et d'insécurité. Plusieurs vols ont eu lieu, car la plupart des portes sont dépourvues de clés ou de serrures, vitres cassées, conduites d'eau défectueuses, etc ... Le grillage qui entoure l'école est très accessible et laisse libre accès à toute personne étrangère à l'école.

Ladite école ne possède pas de gardien, ni le jour, ni la nuit. Les portes de l'école elles-mêmes demeurent tout le temps ouvertes. Plusieurs réclamations ont été adressées à cet effet à l'A.P.C., mais aucune suite positive n'a eu lieu jusqu'à présent. Alors, quand va-t-on s'occuper de cette école afin qu'elle devienne un établissement scolaire au sens propre du terme ?". (El Moudjahid du 18 novembre 1972).

SANTE

Un groupe de jeunes de Tiksebt-El-Oued (Oasis) :

"Nous habitons juste à côté de l'usine de dattes. Malheureusement, les canalisations devant dégager les déchets jettent les produits dans un bassin situé à quelques mètres de nos maisons et tout notre "coin" est infesté d'odeurs nauséabondes.

En hiver, tout comme en été, nous sommes menacés par les multiples insectes qui y rôdent et risquons à tout moment de contracter n'importe quelle maladie." (El Moudjahid du 28 novembre 1972).

B. CHERIF Mine d'Ouenza (Annaba) :

"Je tiens à soulever un problème qui intéresse des milliers de citoyens de la ville d'Ouenza : la fermeture de notre pharmacie.

Nous avons une pharmacie qui dépend de la "société de secours de la mine" et comme la pharmacie centrale voulait prendre celle-ci en main, voilà qu'on a décidé sa fermeture depuis presque deux mois.

Actuellement, la population d'Ouenza et surtout les 2 000 ouvriers de la mine se trouvent sans médicaments, donc à la merci de n'importe quelle maladie." (El Moudjahid du 28.11.72).

EAU, ELECTRICITE -

A.A. de REDJAOUNA (Tizi-Ouzou) :

"Localité de plusieurs centaines d'habitants qui s'alimente en eau provenant de deux fontaines situées à 3 km de notre village. La population est complètement à la merci des maladies. En hiver, le débit de ces fontaines est suffisant, mais en été, pour remplir un bidon, il faut s'aligner derrière une trentaine de personnes. Les gens sont obligés d'aller chercher l'eau la nuit." (El Moudjahid du 28.11.72).

(20.

B. TAHAR de Bouchegouf (Annaba) :

"Notre village se trouve dans une obscurité totale et ce depuis plus de deux mois à la suite de l'interdiction de l'éclairage public.

La population attend avec impatience la réparation du transformateur".
(El Moudjahid du 15.11.72).

Un groupe d'habitants de La "Rue de Kheddara" Lakhdaria (Grande Kabylie) :

"Plus de 300 habitants de ladite rue continuent à s'éclairer avec des bougies ou des lampes à pétrole.

Nous avons plusieurs fois intervenu auprès de M. le président de l'APC de Lakhdaria, mais sans résultat. Pourtant, les poteaux électriques ne sont qu'à dix mètres des logements." (El moudjahid du 21 novembre 1972).

BEN SAADI AYACHE et HADJ BEN M'HIDI - Aïn Taya (Alger) :

"Notre quartier situé à une vingtaine de mètres du centre du village se trouve dépourvu d'électricité, malgré les nombreuses démarches auprès des responsables de l'A.P.C. de AIN TAYA." (El Moudjahid du 29.11.72).

TRANSPORTS

HAROUCH Rabah (Tizi-Ouzou) :

"J'habite le village Redja-ounatecht distant de 8 km de la ville de Tizi-Ouzou, lieu où je travaille.

Aucun transport régulier ne dessert ce village. Ce problème se pose pour tous les ouvriers, écoliers et surtout pour les malades qu'il faut évacuer en urgence vers l'hôpital. Les cinq ou six "clandestins" qui n'arrivent d'ailleurs pas à satisfaire les habitants assurant ce transport pour un malheureux Dinar, sont constamment harcelés par les services de police." (El Moudjahid du 9.11.72)

M. BOUDINA Rachid, Jijel (Constantine) :

"Tout le monde comprendra le souhait légitime d'un élève interne, de réintégrer sa maison après une semaine bien chargée. Hélas, un obstacle d'ordre financier écarte sans rémission cette éventualité ayant pour cause les tarifs relativement exorbitants qui rebutent les plus téméraires ... face à des prix savérant à la longue inaccessibles pour la bourse d'un lycéen. Les 7 DA nécessaires à l'accomplissement du trajet Jijel-Bejaïa sont appliqués sans discrimination, même pour ceux qui descendent à mi-chemin, (comme c'est notre cas), lésés par cette procédure aléatoire." (El Moudjahid du 18.11.72).

A la suite de différentes lettres de réclamation, la S.N.T.V. répond :

"D'ici 1973, avec l'acquisition de nouveaux véhicules (260) et l'exploitation de nouvelles lignes, la S.N.T.V. va doubler le nombre de ses passagers. (82 millions contre 36 en 1966). Ceci ne va pas sans la création permanente de nouvelles lignes sur toute l'étendue du territoire national en conciliant et complétant les besoins particuliers aux besoins nationaux." (El Moudjahid du 19-20.11.72).

Fiche de Lecture.

LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN CHINE

C. BETTELHEIM, J. CHARRIERE, H. MARCHISIO.

(Petite Collection MASPE RD, 1972)

Cet ouvrage a été rédigé au terme d'un voyage d'études effectué par Ch. BETTELHEIM et J. CHARRIERE durant le quatrième trimestre de 1964 en U.R.S.S., en Chine, en R.D.V., au Cambodge et en Inde.

Mais "l'intérêt principal du livre s'est concentré sur l'économie et la planification chinoise."

Il constitue "un premier essai de réflexion sur les aspects spécifiques de la construction du socialisme en Chine à cette époque."

Les auteurs soulignent l'importance du "double fait que la Chine soit le premier pays à être passé au socialisme en partant d'un niveau industriel aussi bas, et que la révolution chinoise dans les campagnes soit un exemple remarquable de réussite agraire au sein des pays socialistes, est riche d'enseignement pour tous les pays non industrialisés".

PREMIERE PARTIE : LES CADRES GENERAUX DE LA PLANIFICATION CHINOISE (Ch. BETTELHEIM)

Dans cette partie, l'auteur rappelle les "caractères propres de la Chine et de la Révolution CHINOISE" qu'il considère indispensables "pour analyser l'expérience chinoise de la construction du socialisme" et permet "d'interpréter correctement les mesures prises par le Parti Communiste Chinois" et d' "évaluer jusqu'à quel point des mesures semblables peuvent éventuellement être mises efficacement en oeuvre dans d'autres pays."

I. Les caractères propres de la Chine et de la Révolution Chinoise

1) L'Etendue du pays

Une population de 700 millions d'habitants, une superficie de 9.600.000 km² et des ressources naturelles tant géologiques qu'agricoles, font dire à l'auteur que "ces caractéristiques sont dans une large mesure favorables à un développement économique planifié."

Mais, l'immensité du territoire où les moyens de transport sont peu développés pose de nombreux problèmes "compte-tenu du fait que sous l'influence antérieure de l'impérialisme, les moyens de transport modernes avaient été peu développés et que ceux qui avaient été développés l'avaient été principalement dans le but de traîner vers les ports et l'exportation un nombre limité de produits."

2) L'importance numérique de la population présente deux aspects

- "la densité élevée de la population de certaines régions permet d'assurer de vastes débouchés et de larges possibilités de division du travail

sur des espaces ou des zones géographiques relativement restreints, c'est-à-dire avec des dépenses en transport relativement faibles."

- Elle "oblige à recourir à une agriculture hautement intensive ... en travail. L'intensification du travail tend à s'accompagner d'une baisse de sa productivité ... L'accroissement nécessaire de la productivité du travail agricole suppose une révolution technique et celle-ci, à son tour, exige en définitive une industrialisation du pays et une industrialisation qui soit adaptée aux exigences mêmes de l'agriculture."

3) Faible industrialisation

Au lendemain de la libération, la Chine était caractérisée par deux traits jugés négatifs par l'auteur :

- "Très faible degré d'industrialisation (80 % de la population chinoise vivaient à la campagne).

- "Le corollaire de cette situation est le bas niveau du développement des forces productives et la prédominance des activités agricoles."

4) Qualité des forces productives paysannes

Cependant, deux traits positifs vont les compenser partiellement :

- "Mis depuis longtemps devant la nécessité de tirer le plus grand parti possible de ressources agricoles très restreintes, le paysan chinois a été obligé de développer un sens pratique remarquable et une extrême ingéniosité. Ces qualités constituaient des forces productives que le nouveau régime allait pouvoir mobiliser, grâce à la création des conditions économiques, sociales et politiques favorables à leur pleine utilisation".

- Les traditions de solidarité au sein de la paysannerie chinoise : "ce trait est lié en partie au fait que survivaient dans les campagnes chinoises diverses formes de production pré-capitaliste. Il est lié, aussi, à la limitation même des ressources et à l'ampleur des calamités naturelles que le climat de vastes régions a values à la Chine."

En outre :

- "La très faible influence sur la mentalité du peuple chinois des côtés négatifs du développement du capitalisme ... signifie notamment que le peuple chinois a pratiquement échappé à l'aliénation devant les objets qui caractérisent le capitalisme moderne où la possession d'un nombre toujours croissant d'objets nouveaux est ressentie comme un besoin et semble devenir une fin en soi."

5) Une vieille civilisation urbaine

- "Dans le cadre urbain, se sont développés depuis des millénaires, une civilisation écrite, le goût des Arts et des Lettres et un artisanat de haute qualité. Tout cela constitue une base de départ favorable au développement d'une industrie moderne."

- "La technologie moderne avait déjà pénétré et il s'y était constitué un prolétariat industriel capable d'assurer le rôle dirigeant dans la construction du socialisme."

- Le développement d'un "système commercial, monétaire, bancaire et financier moderne" formait "des bases pour le développement même du commerce intérieur socialiste et, plus généralement, pour la mise en place des conditions de gestion de l'économie socialiste dans son ensemble".

- "Enfin, les relations commerciales que les grandes villes portuaires entretenaient avec le reste du monde ont eu pour conséquence qu'une partie de la population urbaine était en contact avec les règles et les exigences du commerce international."

6) La continuité et la durée de la lutte révolutionnaire

"Il faut aussi évidemment tenir compte des caractéristiques mêmes de la révolution chinoise. Celle-ci est passée ~~sans~~ interruption, c'est-à-dire dans le cadre d'un processus unique, de l'étape de la révolution de démocratie nouvelle à l'étape de la révolution socialiste.

Une conséquence de cette continuité est que la coalition des trois classes (ouvriers, paysans et bourgeoisie nationale) qui s'était formée au cours de l'étape de la révolution de démocratie nouvelle s'est maintenue au cours de l'étape de révolution socialiste.

Ceci a été rendu possible par le fait historique que la bourgeoisie chinoise n'était pas une bourgeoisie impérialiste. C'était, au contraire, la bourgeoisie d'un pays victime de l'agression et capable de faire preuve, jusqu'à un certain point, d'esprit révolutionnaire.

Cette situation objective, combinée à la politique de front démocratique populaire uni, politique pratiquée par le Parti Communiste Chinois, a permis le maintien de la coalition des trois classes au cours de l'étape de démocratie populaire, en tant qu'étape de transition vers le socialisme. Cette étape est ainsi caractérisée par une forme spécifique d'alliance avec et de lutte contre la bourgeoisie nationale. Elle a abouti (à travers un capitalisme d'Etat dominé par un secteur d'Etat, lui-même dirigé par la classe ouvrière et le Parti Communiste) à la transformation socialiste de l'économie.

Cette transformation, qui a été accélérée à partir de 1955, a une grande importance théorique et pratique. En particulier, elle a permis qu'un grand nombre d'entreprises industrielles et commerciales aient continué à être dotées d'administrateurs et de techniciens expérimentés, provenant des entreprises industrielles et commerciales capitalistes. Au contact de ces administrateurs et de ces techniciens, les nouveaux cadres, issus de la classe ouvrière et de la paysannerie, ont pu apprendre à gérer de façon plus rapide et plus efficace qu'ils n'auraient pu le faire à travers les livres ou à travers un enseignement plus ou moins théorique... .

Enfin, pour en terminer avec les caractères historiques spécifiques de la révolution chinoise, il faut rappeler que c'est pendant une très longue période historique que cette révolution s'est déroulée sous la direction du Parti Communiste Chinois.

Au moment où est proclamée la République Populaire de Chine, en 1949, le Parti Communiste Chinois a derrière lui plus de vingt ans non seulement d'existence et d'organisation, mais plus de vingt ans de direction de luttes de masse, plus de vingt ans de lutte militaire et plus de vingt ans d'expérience de direction politique et de gestion économique sur des régions plus ou moins vastes du territoire chinois libérées à différentes époques. Aussi, le Parti Communiste Chinois a-t-il abordé l'étape de transformation socialiste, puis de construction du socialisme avec des cadres nombreux et expérimentés, étroitement unis aux masses, car ils avaient eu à vivre en leur sein au cours des longues années de clandestinité ou de luttes militaires."

II. Les bases communes de la construction du socialisme en Chine et dans d'autres pays

Ce sont essentiellement :

1) "L'action dirigeante d'un parti qui constitue l'avant-garde de la classe ouvrière et qui, en appliquant les leçons du marxisme-léninisme, réalise les alliances de classes nécessaires à la prise du pouvoir. L'alliance de base dans un pays où prédomine la paysannerie, est évidemment celle de la classe ouvrière et de la paysannerie elle-même."

2) "La transformation révolutionnaire de la nature de classe de l'Etat. Cette transformation s'effectue en brisant l'ancien appareil d'Etat et en mettant en place un appareil d'Etat nouveau dirigé par la classe ouvrière. Cela signifie que le nouvel appareil d'Etat ne domine pas les masses, mais est l'appareil d'exécution d'une politique définie par la classe ouvrière et par son avant-garde. C'est ce qu'on appelle la dictature du prolétariat."

3) "Une expansion du secteur d'Etat suffisante pour que celui-ci joue le rôle dirigeant dans l'économie. Pratiquement, cela implique que ce secteur domine de façon absolue l'industrie, le commerce intérieur et extérieur et le système bancaire."

4) "Une réforme agraire radicale qui ouvre la voie à l'introduction de rapports de production non capitalistes dans l'agriculture, puis à l'introduction pratique de rapports de production de caractère socialiste."

"Ces quatre fondements de l'édification du socialisme sont entièrement posés en Chine à partir de la fin de 1956."

III. Les modalités, les niveaux et les formes de décisions économiques

Les mécanismes d'application des décisions économiques "impliquent, notamment, la combinaison du plan unifié d'Etat ... et d'une multiplicité d'initiatives et de propositions venant de la base ... On est en présence, ici, de l'application, dans la sphère économique, du principe général du centralisme démocratique."

- Le "centre" étant "constitué à la fois par le Comité central du Parti Communiste Chinois, par le Conseil d'Etat (organe gouvernemental suprême) et par le Comité d'Etat du Plan... En outre, sous la direction du Conseil d'Etat se trouvent 40 ministères dont une trentaine "économiques".

- Les autres niveaux de décision "sont constitués d'une part (du point de vue géographique) par les organismes provinciaux et municipaux et par les organes locaux du pouvoir, et, d'autre part, (du point de vue sectoriel) par les entreprises ...". Les communes populaires "occupent une place spéciale, puisqu'elles sont à la fois des organes locaux du pouvoir d'Etat et des sujets économiques de la sphère de la production."

1) La sphère des décisions centrales

C'est d'abord celle du "plan unifié d'Etat. Celui-ci est l'expression des options politiques, économiques et sociales fondamentales de la période pour laquelle il est arrêté. Ce plan a un caractère obligatoire. Il détermine, essentiellement, les objectifs de production, d'investissement et de répartition. Les prix sont également fixés par le plan d'Etat."

A.- La nature des décisions centrales et leur mode d'élaboration

- "Du point de vue de leur contenu politique, les principales décisions concernant la sphère économique sont préparées au sein du Parti. Elles donnent donc lieu à des discussions se déroulant à différents niveaux, et elles aboutissent, le plus souvent, à des résolutions ou des directives arrêtées par le Comité central du Parti Communiste Chinois. Ce sont ces résolutions et ces directives qui orientent ensuite le travail des organismes d'Etat."

- "L'incorporation aux décisions politiques des exigences techniques et économiques se trouve assurée non seulement par la consultation d'organismes techniques et économiques centraux, mais par la participation de la périphérie (c'est-à-dire des entreprises et des organes locaux) aux décisions centrales."

"Depuis quelques années, la préparation des plans économiques annuels ne passe plus par les trois étapes par lesquelles cette préparation passait antérieurement."

Ces trois étapes étaient :

- "rédaction par le centre d'un projet de plan contenant des objectifs directifs et transmission à la périphérie."

- "élaboration par la périphérie ... à partir des objectifs directifs " de projets de plans et envoi au centre de ces projets."

- "élaboration par le centre, sur la base des projets précédents, du plan définitif et envoi de son plan à chaque unité."

"Aujourd'hui, ... chaque unité prépare son projet de plan en s'appuyant sur sa propre expérience... L'ensemble des projets venant de la base est synthétisé et ajusté par le centre en vue d'être harmonisé. De cette synthèse et de cette harmonisation, résulte le plan annuel définitif qui sera adressé à chaque unité et qui aura pour elle un caractère obligatoire."

B.- Les directives qualitatives

L'unité économique de base est guidée par "des directives émanant du centre". "Ces directives ont un caractère général et qualitatif. Elles sont représentées par la "ligne générale", définie pour plusieurs années, et par "l'orientation générale" définie pour une période plus courte."

C.- Les discussions directes

Des discussions et des réunions nombreuses ont lieu entre les unités de base et les instances centrales. "Il faut souligner que ces discussions ont lieu, le plus souvent, dans les unités de base elles-mêmes; c'est auprès de celles-ci que les représentants des instances centrales viennent discuter des modifications au projet de plan initial." Exemple : "Dans l'usine de cokéfaction de Pékin, usine qui relève du département de l'industrie chimique de la ville de Pékin, c'est le personnel de ce département qui vient discuter sur place du plan à élaborer. Aussi, ce plan résulte-t-il, finalement, de décisions prises conjointement par les instances centrales et par les unités de base relevant de ces instances."

D.- Les balances centrales

"Pour vérifier la cohérence des décisions prises, un certain nombre de balances sont élaborées centralement."

"Dans le travail d'élaboration du plan au niveau central, il semble que la recherche de certaines proportions considérées comme les plus souhaitables, joue désormais un assez grand rôle : entre la production des biens de production et celle des biens de consommation ; entre l'agriculture, l'industrie légère et l'industrie lourde ; entre le revenu national, la consommation et l'accumulation ; entre constructions de base et équipement ; entre revenu distribué et biens disponibles. C'est ce qu'on appelle parfois "rapports de balance".

E.- Les prix fixés centralement

"Les prix ne sont jamais fixés librement par les unités de production de base. Ils sont toujours (sauf sur les marchés ruraux) des prix administratifs, établis selon un certain nombre de règles. Toutefois ... pour les produits d'importance locale ou d'importance secondaire, ce sont les organes administratifs de degré inférieur qui prennent les décisions."

"Le caractère administratif de la fixation des prix, et le rôle secondaire du critère du profit dans l'établissement du plan, distinguent radicalement la politique économique chinoise de celle de la Yougoslavie."

"Cette politique se distingue, aussi, nettement des propositions énoncées par certains économistes soviétiques, comme LIBERMANN par exemple, qui suggèrent de donner un rôle particulièrement grand au critère du profit dans l'orientation de la production des unités de production."

2) La sphère des décisions prises en dehors du centre

"S'il est exact que le plan économique d'Etat est un plan unifié, il n'en reste pas moins qu'au niveau central l'on ne prétend pas examiner en détail tout ce qui se passe dans chaque entreprise particulière. Cet examen se fait à des niveaux intermédiaires."

A.- Les entreprises autres que centrales

Seule une partie des entreprises relève directement des ministères. "Pour ces entreprises, dites entreprises "centrales", le projet de plan élaboré par elles fait l'objet d'un examen détaillé au "centre".

"En ce qui concerne la répartition des entreprises entre entreprises centrales et entreprises autres que centrales, les règles de subdivision ont évolué dans les dernières années. Dans le premier plan, époque à laquelle il n'existait encore qu'un nombre assez faible d'entreprises, la tendance était nettement à la concentration. De 1958 à 1960 s'est amorcé un mouvement de transfert du pouvoir central vers les niveaux intermédiaires. L'initiative locale a progressé ; mais la réduction du caractère planifié du développement a entraîné une critique de ce "développement aveugle".

"Dans la dernière période, le centre a repris un certain nombre de pouvoirs. Peu à peu se sont élaborées des règles de répartition. Non encore complètement fixées, elles peuvent toutefois se rattacher à quelques principes de base.

"Sont gérées centralement :

- "les entreprises dont la production a un caractère national ;
- les entreprises d'une grande dimension, ayant donc bénéficié de crédits importants ;
- les entreprises financières ;
- les entreprises mettant en oeuvre des techniques nouvelles ;
- les entreprises créées avec une aide étrangère ;
- les entreprises travaillant pour la Défense Nationale."

"Les autres entreprises sont gérées localement, la valeur de cette production gérée localement représente 20 à 30 % de la production nationale... La production des entreprises gérées localement comprend deux catégories de produits :

- pour les deux tiers des produits fabriqués sur contrats avec les entreprises centrales, soit en vue de compléter la production d'une entreprise gérée centralement ..., soit en vue de l'exportation ;

- pour un tiers seulement des produits destinés à la consommation provinciale (par exemple les chaussures fabriquées avec des matières premières locales, les aiguilles, le fil, les clous) ...

Ainsi donc, deux tendances se développent parallèlement : recherche de l'encouragement à l'initiative locale par la décentralisation de la gestion ; recherche de l'efficacité de la planification par la concentration du choix des objectifs et des moyens..."

B.- Le rôle des organismes commerciaux

"Les décisions de gestion économique courante ne peuvent évidemment pas être prévues par le plan. Aussi ... ces décisions sont-elles prises, en principe, au niveau des entreprises elles-mêmes." Celles-ci "sont dotées de l'autonomie financière et du pouvoir de passer avec les organismes d'Etat des contrats"...

"C'est le développement en Chine d'organismes commerciaux autonomes qui est, dans une large mesure, une des caractéristiques du mode de fonctionnement de l'économie chinoise." ...

"Ces organismes commerciaux étant eux-mêmes guidés par le plan unifié d'Etat, ils sont, en fait, un des instruments de réalisation de ce plan au niveau de la gestion économique courante."

Leur intervention apparaît également lors de l'élaboration des propositions relatives à la fixation des prix d'une part ; d'autre part, ils "jouent un rôle non négligeable dans la fixation définitive du programme de production des entreprises, car celles-ci sont amenées à les consulter lors de l'élaboration de leur programme de production de l'année à venir."

C.- L'autonomie des communes populaires

"Chaque commune populaire, à la différence des entreprises industrielles, dispose, en principe, de la liberté d'utiliser comme elle l'entend son fonds d'accumulation. Ici, il y a non seulement autonomie financière, mais aussi autofinancement, et même, plus encore, puisqu'il y a utilisation "libre" des sommes faisant l'objet de cet autofinancement."

"Cette liberté ... se trouve limitée par les contraintes qui s'exercent de l'extérieur sur la commune populaire. Certaines de ces contraintes tiennent au fait que la commune populaire doit acheter la plupart des moyens de production dont elle a besoin auprès des organismes d'Etat..."

"Une autre limitation à la liberté formelle d'utilisation du fonds d'accumulation est constituée par la discipline politique à laquelle sont évidemment et naturellement tenus les membres du Parti qui participent à la direction des communes populaires."

3) La participation de la base à la vie économique et sociale

"Une des préoccupations profondes du Parti Communiste Chinois est d'essayer de réaliser une participation réelle de la base proprement dite, c'est-à-dire des masses, aux décisions économiques et sociales. C'est ce qui s'exprime dans un des mots d'ordre du rapport présenté ... fin décembre 1964, à la 1ère session de la 3ème assemblée populaire nationale : "combiner la direction centralisée et le développement extensif des mouvements de masse."

"L'économiste PO. I. PO écrit qu'une des méthodes de directions essentielles dans l'industrie est de suivre la ligne de masse, c'est-à-dire "partir des masses, revenir à elles"... Il précise ce point en disant "notre centralisme se base sur la démocratie et se différencie radicalement du procédé qui consiste à s'appuyer unilatéralement sur les ordres administratifs et à se séparer de la direction du Parti et des masses."

"Par exemple ... la direction des entreprises n'est pas assurée directement et entièrement par le directeur de l'entreprise ; elle est assurée au contraire, par une direction collective : à savoir, par le comité du Parti de l'entreprise... Une telle direction est à la fois une direction collective et politique, et non une direction personnelle et administrative. Le directeur (nommé par une instance supérieure) intervient en principe seulement comme exécutant des décisions prises par le comité du Parti..."

"La participation de la base aux décisions économiques sociales courantes se fait principalement par voie de consultations. La consultation intervient lorsqu'est demandé l'avis de l'assemblée des travailleurs de l'entreprise, notamment pour l'approbation du plan et pour l'emploi du fonds de bien être."

"A l'intérieur des usines, les travailleurs sont organisés en "groupes de travail" ; chacun de ces groupes est dirigé par un chef de groupe, qui est lui-même élu par ses camarades, et ceci pour une durée d'un an. Au sein du groupe, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui proposent la façon dont ils doivent être classés (ce qui détermine le niveau des salaires qu'ils seront appelés à toucher) ... Cette classification ... doit être effectuée conformément à une classification-type qui est arrêtée par le bureau industriel ou le Ministère Industriel dont dépend l'entreprise considérée. La classification d'un travailleur donné à un échelon donné est proposée par le groupe, puis est soumise à la ratification de l'instance supérieure. C'est aussi au niveau de ce groupe que les primes sont attribuées aux travailleurs... Le groupe suggère donc les candidats qui recevront des primes, l'atelier examine ces propositions et les transmet à la direction... Bien entendu, les conditions d'attribution des primes donnent lieu à une réglementation d'ensemble... Parmi ces conditions, figurent la réalisation du plan par le travailleur, son attitude de coopération au travail avec les autres membres du groupe et le fait qu'il n'a pas été absent de façon injustifiée."

IV. Les relations entre l'industrialisation et la production agricole

1) Les quatre périodes

Depuis l'instauration de la République Populaire de Chine, la politique économique chinoise est passée par quatre périodes :

- "La période de reconstruction qui va de 1949 à 1952 ... au cours de laquelle ... sont réalisées des transformations sociales et politiques fondamentales, puisque c'est au cours de ces années qu'est effectuée la réforme agraire, qu'est éliminé dans une large mesure le commerce privé qui s'interposait entre l'agriculture et le secteur non agricole et prélevait une partie importante des richesses produites par les paysans. Par ailleurs, l'usure, qui était une autre source de prélèvements sur les revenus paysans est pratiquement éliminée."

- "Le premier plan quinquennal, de 1953 à 1957, ... période marquée par un effort d'industrialisation ... qui, selon le modèle des premiers plans quinquennaux soviétiques, donne la priorité à l'industrie lourde."

"Néanmoins, la production agricole progresse et, à la campagne, les années 1953-1957 sont caractérisées par le passage des formes privées d'exploitation à des formes collectives, par la succession relativement rapide des différents types de coopératives."

"La fin de cette période est caractérisée par le souci d'adapter l'expérience socialiste internationale aux conditions concrètes de la Chine et de ne plus imiter systématiquement l'U.R.S.S."

- "Une troisième période commence en 1958 et dure jusqu'en 1960.

"C'est la période qui s'ouvre par ce qu'on a appelé le "bond en avant" ... Vers sa fin, (elle) connaît de très grosses difficultés qui sont le résultat pour partie d'erreurs commises au cours de la dernière fraction de ces trois années, et, pour partie, de difficultés dues au climat de la météorologie."

"Ces trois années sont marquées aussi, au cours de l'été 1960, par l'arrêt de l'aide soviétique, le retrait des techniciens soviétiques et l'interruption d'une série de chantiers industriels qui rompt la continuité du développement industriel antérieur prévu."

- "De 1961 à 1964, s'ouvre une période ... "de réajustement, de consolidation et de complètement" au cours de laquelle la production industrielle et agricole progresse à nouveau et, où, un gros effort est fait pour rétablir les proportions entre les différents secteurs de l'économie, en formulant une ligne de politique économique qui caractérise la situation actuelle. (Elle) est définie par le mot d'ordre : "prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant".

2) La politique actuelle : "Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant"

A.- La réduction du taux d'accumulation

"Ce mot d'ordre, en réalité, implique que l'effort d'accumulation, qui avait été extrêmement élevé au cours des années 1958-1959 et même 1960, soit réduit, c'est-à-dire aussi que l'effort en direction de l'industrie lourde, de l'équipement soit moins ample qu'il n'avait été au cours des années antérieures."

B.- Les limites de l'industrialisation urbaine accélérée

C'est la voie choisie "par l'Union Soviétique, et qui a été aussi, en partie, celle du premier plan quinquennal chinois, la priorité a été donnée à un effort d'industrialisation reposant sur l'accroissement rapide de l'emploi urbain. Ainsi, en Chine, entre 1949 et 1957, les effectifs de travailleurs de l'industrie ... passent de 3 millions ... à 10 millions."

"Ce type de développement industriel, ... suppose non seulement de gros investissements industriels (pour que la main-d'oeuvre migrante puisse être employée) ... il suppose aussi qu'il soit possible de maintenir et même d'accroître la production agricole malgré la réduction de la main-d'oeuvre disponible dans les campagnes et, ceci, tout en augmentant la fraction commercialisable de la production agricole, indispensable pour assurer un ravitaillement ... d'une population urbaine en augmentation rapide."

"Mais ... dans le cas de la Chine, ... il s'est avéré finalement que, en dépit d'un excédent apparent de main-d'oeuvre, la quantité maximale de travailleurs pouvant migrer vers les villes, sans que soit compromise la production agricole ... est beaucoup plus faible qu'il ne pouvait apparaître à première vue."

"Il s'est donc avéré que l'excédent réel de main-d'oeuvre comme source possible d'un accroissement du taux d'accumulation, était assez limité tout au moins si l'on prenait comme base de l'élévation du taux d'accumulation, un développement industriel urbain impliquant un mouvement de main-d'oeuvre des campagnes vers les villes."

C.- Les exagérations de l'industrialisation rurale

Les limites de l'industrialisation urbaine ont donné naissance "dès le début de 1958, à l'idée de l'industrialisation rurale dans le cadre des communes populaires, c'est-à-dire d'un développement industriel complémentaire au développement agricole, avec une main d'oeuvre qui aurait une mobilité suffisante - étant localisée dans les localités rurales - pour passer de l'industrie à l'agriculture."

"Même sous cette forme, il est apparu que l'industrialisation rurale devait être menée avec des précautions et en tenant compte des exigences de l'agriculture."

"On dit couramment en Chine que le mot d'ordre de "prendre l'agriculture pour base et l'industrie comme facteur dirigeant" signifie notamment le rejet du mot d'ordre de "développement prioritaire de l'industrie lourde". On dit que si ce mot d'ordre de développement prioritaire de l'industrie lourde a permis de remporter un certain nombre de succès au cours du premier plan quinquennal, il n'en est pas moins insuffisant, parce qu'il ne permet pas de préciser quels doivent être les rapports entre l'agriculture et l'industrie légère et, aussi, parce qu'il ne donne pas d'idées claires sur les buts qui doivent être poursuivis à travers le développement même de l'industrie lourde."

L'auteur trouve cette façon de formuler les choses brutale, pour lui "le contenu essentiel de cette orientation consiste à établir un lien étroit et systématique entre le développement de l'industrie et le développement de l'agriculture, c'est-à-dire à les concevoir dans leur unité et non pas comme deux développements relativement indépendants."

D.- La signification de la politique actuelle

- "L'édification industrielle est conçue comme devant être adaptée du point de vue de son rythme et de ses proportions internes, aux produits offerts par l'agriculture et aux disponibilités de main-d'oeuvre pouvant provenir de la paysannerie."

- "Dans l'édification industrielle, il est tenu compte de façon prioritaire, des besoins de l'agriculture, notamment en produits chimiques, métallurgiques, mécaniques, matériaux de construction, etc ..."

"Il s'agit donc d'assurer, à partir d'un certain développement industriel, le développement même de la production agricole et l'accroissement de la productivité du travail dans l'agriculture qui sont désormais conçus comme les conditions de la croissance même du surplus agricole commercialisable et du dégagement de la main-d'oeuvre, tous deux nécessaires aux progrès ultérieurs de l'industrie."

"Le mot d'ordre consistant à prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant n'est d'ailleurs pas seulement un mot d'ordre de politique économique, mais il domine aussi la méthode même de planification. Il semble bien que - tandis qu'en Union Soviétique l'on partait, en règle générale, du "chaînon conducteur" de l'industrie lourde, en fixant un certain nombre d'objectifs à atteindre par les autres secteurs - on part, au contraire en Chine, du chaînon conducteur de l'agriculture. C'est ainsi que le plan de l'économie nationale doit être élaboré en suivant l'ordre de préférence : "agriculture, industrie légère, industrie lourde".

"Une des conséquences de la politique qui "place l'industrie dans l'orbite de l'agriculture" est ... l'absence d'un plan quinquennal ... dans la mesure même où la production agricole est soumise à d'assez fortes fluctuations ...". A l'heure actuelle, des plans annuels sont élaborés.

"Un séjour en Chine donne l'impression extrêmement nette que l'économie est entrée dans une nouvelle période d'essor général."

"Cette impression se trouve confirmée par quelques indications chiffrées que l'on peut tirer du rapport CHOU EN LAI à l'Assemblée Nationale Populaire, fin décembre 1964. Parlant notamment de la production agricole, il a déclaré que celle-ci a progressé en 1962 et 1963 et a obtenu des résultats plus que substantiels en 1964 où elle est parvenue au niveau des années les meilleures.

"Quant à la production industrielle, un nouveau "bond en avant" a été réalisé dans le domaine de la variété et de la qualité."